

RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION



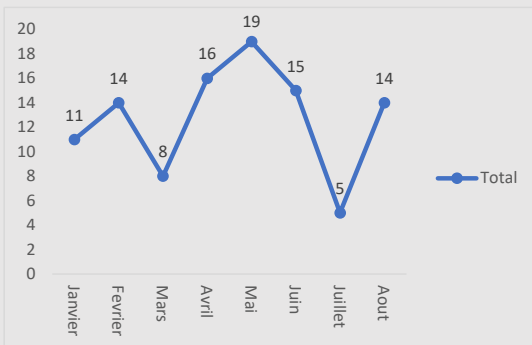
Figure 1: Seance de causerie éducative avec des femmes PDI et hôte au centre communautaire de Diapangou

Chiffres clés

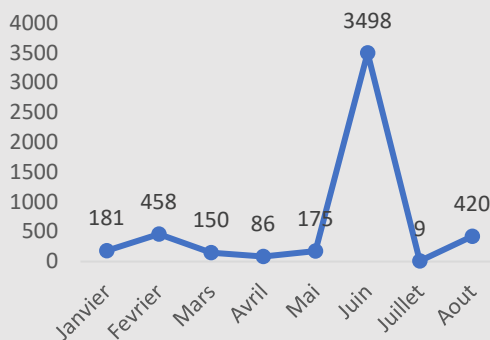
420 Victimes

14 Incidents

Tendances mensuelles



Evolutions des effectifs des victimes



Tendances par commune

Résumé

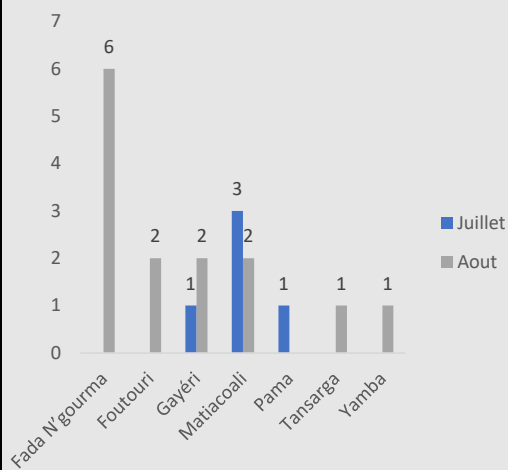
Le contexte sécuritaire de la région de l'Est a connu une dégradation par rapport au mois antérieur. En effet, **14 incidents** ont été enregistrés dont **05 relatifs à l'atteinte au droit à la liberté et à la sécurité de la personne, 02 sur le droit à la propriété et 07 portant atteinte au droit à la vie**. L'atteinte au droit à la vie représente plus de **54%** des violations enregistrées. Cette augmentation a un lien avec les représailles menées par des GANE contre les populations civiles qu'ils accusaient de collaboration avec les FDS. Selon ces groupes armés non étatiques, ces personnes auraient aidé les FDS à leur infliger de lourdes pertes lors des ratissages dans les zones frontalières avec le Togo, le Bénin et le Niger. Des violations ont également été commises au sein des communautés. Les victimes des incidents enregistrés sont au nombre de **420** composées de **94 hommes, 116 femmes et 210 enfants** tous de la population hôte. Trois provinces sur les 5 que compte la région ont connu des incidents. Le **Gourma avec 09 incidents, la Komondjari avec 04 incidents** et la **Tapoa 01 incident**. Les communes de Gayéri, Foutouri (Komandjari) et Fada N'Gourma (Gourma) sont les plus touchées par les violations au cours du mois d'Aout 2021.

Les violations ont été à l'origine de 03 déplacements forcés. Les raisons évoquées sont : les exactions des GANE, la crainte des représailles, le sentiment d'insécurité, la prévention contre d'éventuelles violations.

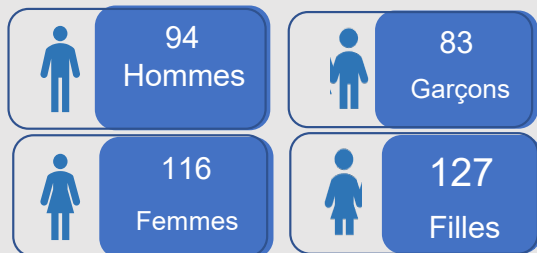
De tout ce qui précède, une dégradation continue de la situation sécuritaire se dégage dû à l'activisme des groupes armés en dépit des opérations de sécurisation menées par l'armée et les Volontaires pour la Défense de la Patrie. La protection des personnes et leurs biens, l'assistance continue en alimentation, en abris, soins de santé et l'assistance psycho-sociale dans la région de l'Est demeurent une nécessité.

Zone de couverture

17 communes dans 03 provinces ont été couvertes à distance comme en présentiel par les activités de protection au cours du mois. **La Tapoa et la Komondjari** sont les provinces concernées par le monitoring à distance, par le biais des points focaux et membres de comité de protection communautaire.



Répartitions des Victimes par sexe



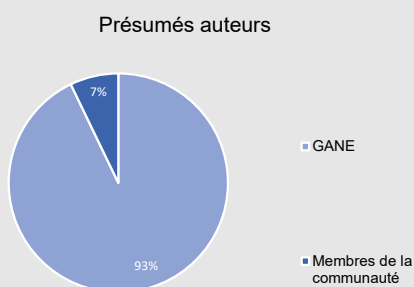
Statut des victimes



Catégorie des violations

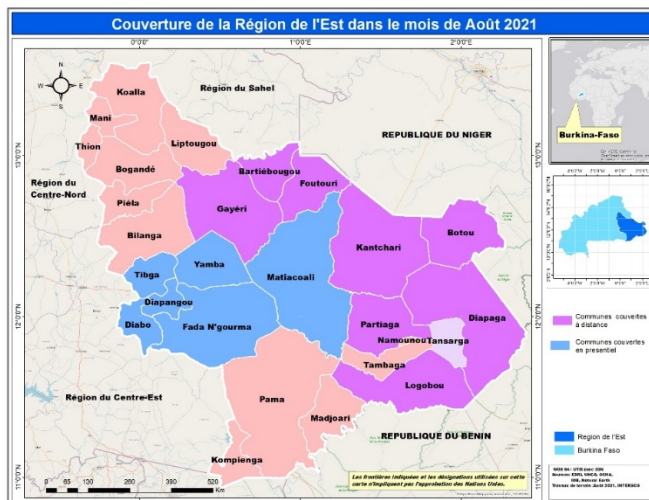


Auteurs présumés



Les données désagrégées par zones de santé, auteurs présumés et tranches d'âges sont disponibles en annexe

- **Province du Gourma** : Matiacoali, Fada, Diapangou, Yamba, Tibga, Diabo.
- **Province de la Komondjari** : Gayéri, Foutouri et Bartiébouguou
- **Province de la Tapoa** : Diapaga, Kantchari, Botou, Tansarga, Logobou, Tambaga, Namounou, Partiaga.



Etat de droit

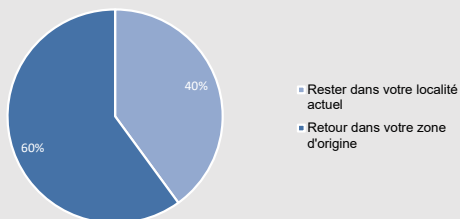
Les populations ne jouissent pas totalement de leurs droits à cause de la dégradation de la situation sécuritaire. D'abord, les mouvements sont réglementés par des couvre-feux sur toute l'étendue de la région, notamment la nuit de 22h à 04h00 dans les provinces et de 00h à 04h00 dans le chef-lieu de la région (Fada). Ensuite, la fermeture des services déconcentrés de l'Etat dans les zones à risques élevés d'incidents comme Tansarga, Botou, Bartiébouguou, Matiacoali, Coalla ou leur délocalisation vers les milieux urbains ne favorisent pas l'accès aux documents civils et juridiques. Les personnes, dans le besoin, ne disposent pas de moyens financiers pour effectuer le déplacement vers les centres fonctionnels ou délocalisés.

L'accès aux services sociaux et la liberté de mouvement sont rendus difficiles pour les personnes ayant perdu leurs documents d'état civil au cours des incidents et des départs précipités.

Pour le service de santé, les chefs-lieux de provinces sont souvent coupés du reste des communes à cause du mauvais état des infrastructures routières, rendant les évacuations sanitaires très difficiles. Selon le rapport de la direction régionale du 30/06/2021, 7 formations sanitaires dont 02 dans le Gourma, 03 dans la Komandjari et 02 dans la Kompienga sont non fonctionnelles du fait de la présence et des menaces des GANE. Cette situation impacte l'accès des populations aux services de santé, notamment les groupes vulnérables (les femmes et les enfants). De nombreuses écoles restent aussi fermées et la proximité de la rentrée scolaire fait encore craindre la déscolarisation et la non-scolarisation de beaucoup d'enfants. Dans les zones d'accueil, des enfants, particulièrement ceux déplacés, n'ont pas accès à l'éducation à cause de l'insuffisance d'infrastructures scolaires. En effet, parlant des places

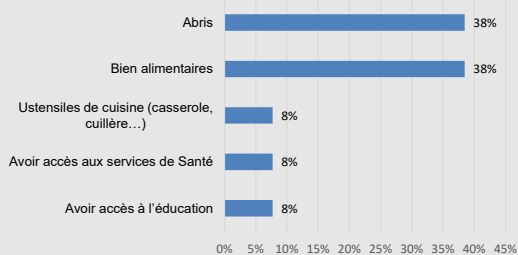
Solutions durables

Solutions durables



Besoins prioritaires des communautés

Besoins prioritaires des communautés



Réponses ou actions d'orientations

Etiquettes de lignes	Appui psychosocial	Assistance CBI	Assistance directe	Referencement	Total
Protection de l'enfance	0	0	0	1	1
GBV	2	3	0	1	6
Violations de droit humains	2	0	0	0	2
Total	4	3	1	1	9

disponibles dans les écoles il y a une forte pression créée par l'arrivée des élèves déplacés.

Au cours des activités de monitoring dans la commune de Matiacoali, **10** enfants déscolarisés de la classe de CE2 ont avoué être victimes de la fermeture des écoles dans la zone de provenance, **05** autres en classes de 5e ont exposé leur inquiétude quant à la poursuite de leur cursus au cours de la rentrée prochaine à cause du manque de moyens des parents pour les inscrire dans le privé où il y aurait de la place. Par ailleurs, ces enfants PDI déscolarisés, sont exposés à l'exploitation et aux abus car souvent utilisés pour des travaux en vue d'augmenter le revenu de la famille.

En matière de sécurité, des patrouilles de sécurisation des personnes et de leurs biens se font par les FDS, ainsi que des opérations de ratissages notamment dans les zones frontalières accompagnées d'une volonté des populations à s'organiser pour leur auto-défense.

Cependant, certaines localités sont peu touchées par ces actions de sécurisation où les postes de gendarmerie et de police sont fermés. Cela expose les populations à plus de vulnérabilité et accroît le sentiment d'insécurité et d'abandon. C'est le cas des communes de Botou, Logobou, Tansarga dans la Tapoa.

Protection basée sur la communauté – comités de protection

Au cours du mois d'Aout, les comités de protection communautaire ont facilité le partage et la vérification de **15 incidents de protection**, la mobilisation de **33 femmes**, **06 hommes**, **8 filles** et **07 garçons** pour la tenue de **08 focus groups** dans le cadre du monitoring communautaire. Ils ont également facilité l'interview de **20 informateurs clés** dans le cadre de la collecte du P21 dans les communes de Matiacoali, Fada, Yamba, Tibga et Diapangou.

Les points focaux des centres communautaires quant à eux, ont facilité la tenue de **11 causeries éducatives**, et **1 animation psycho-sociale par la mobilisation** de **307** personnes dont **227 femmes** et **80 hommes** dans les communes de Fada, Yamba, Diapangou et Tibga et **1 animation psychosociale** avec **101 femmes** à Fada.

Protection de l'enfance

La crise a séparé plusieurs enfants de l'école et des familles. Beaucoup d'entre eux se trouvent dans la rue, livrés à la mendicité, aux activités de ménage dans des domiciles et dans les restaurants. Selon le monitoring de protection effectué dans le cadre de la protection, les enfants subiraient souvent des maltraitements (châtiments corporels).

Les enfants sont également signalés sur les sites d'orpaillage notamment dans les communes de Diabo, Matiacoali, Fada, Partiaga, Namounou. Selon l'agence d'information du Burkina,

46 enfants et adolescents, **âgés entre 08 et 17 ans** auraient été interceptés à Zorgho dans la région du Plateau central par la brigade territoriale de la gendarmerie. Ces derniers étaient en partance pour la région de l'Est afin de travailler dans les sites d'orpaillage. Ils ont par la suite été confiés à la direction provinciale de l'action humanitaire du Ganzourgou (Zorgho) pour leur prise en charge .

En plus de la situation ci-dessus mentionnée, Le cas des filles est encore plus délicate avec une exposition au rapt, au viol lors des activités de ménages de porte à porte, aussi, faut il ajouter que les plus petits enfants sont à suivre avec attention en cette saison hivernale Au cours du mois, 1 enfant de 8 ans a été emporté par les eaux de pluie dans le village de Potianmanga.

Face à cette situation, une évaluation rapide des risques et besoins de protection des enfants est nécessaire ainsi que des actions urgentes pour leur meilleure protection.

Violences sexuelles et sexiste (SGBV)

Un incident de violence basée sur le genre a été enregistré au cours du mois d'Aout à Yamba. Il s'est agi du rapt d'une élève d'école primaire âgé **de 15 ans** qui, au cours d'un déplacement, a été enlevée par un jeune homme de la communauté dans l'intention de la marier de force. Le monitoring a permis aussi de déceler **15 cas de SVBG** dans les communes de Fada et de Tibga dont **07 relevant de la violence Psychologique, 03 relevant de la violence physique, 04 cas de dénis de ressource et 1 cas de viol**. Il faut noter que **04** des survivantes ont été référées à INTERSOS par les services de l'Action Sociale du Gourma et PLAN BURKINA. Dans le cadre de la réponse, **101** femmes ont bénéficié d'une assistance psychosociale à travers une (01) animation dans le centre communautaire du secteur 01 de Fada. **11 survivantes** ont été assistées avec un cash de 30 000F chacune pour la mise en œuvre des plans d'actions individuels. En matière de prévention, **11 causeries éducatives ont été réalisées sur les thèmes de la violence conjugale, du rapt des jeunes filles** au profit des communautés avec la participation de **307 personnes dont 227 femmes et 80 hommes** dans les communes de Fada, Yamba, Diapangou et Tibga.

Cohabitation pacifique

04 Comités féminins de paix et de cohésion sociale ont été mis en place au cours du mois, respectivement dans les communes de Fada, Diapangou, Yamba et Tibga. A ce stade, le processus de mise en place des comités mixtes et féminins est achevé. Au cours du mois de septembre, ils bénéficieront d'un appui pour l'organisation d'activités de sensibilisation et de médiation. Les comités mixtes élaboreront des plans d'actions à l'issue des fora communautaires.

En matière de cohabitation, les tendances démontrent l'existence de conflits communautaires. **Les conflits entre agriculteurs et éleveurs** résulteraient du manque de terres agricoles mais aussi pour l'élevage. **Entre éleveurs**, la volonté de certains d'accaparer les portions de terres existantes est souvent la cause des conflits. **Entre PDI et population hôte**, l'insuffisance des ressources en eaux, des articles ménagers et le manque d'abris serait la source des conflits. De profondes frustrations naissent et nourrissent les tensions dans les zones d'accueil. *« Nous ne sommes pas venu de notre volonté. On nous a chassé, extorqué nos biens, tué d'autres parmi nous. Aujourd'hui la population hôte nous frustre souvent dans les concessions à cause des ressources »* dixit une PDI du secteur 01 de Fada lors d'une causerie sur la cohésion.

Les conflits entre les membres de la communauté hôte auraient pour raison l'aspiration au pouvoir coutumier, créant des camps opposés dans la communauté. La région de l'Est vit une crise de succession du pouvoir traditionnel depuis plus d'une année. Face aux risques de violences, un arrêté du Gouverneur en date du 02/07/2021 interdisant l'intronisation de chefs coutumiers a été pris.

INTERSOS, en vue d'améliorer le vivre ensemble a réalisé **04 séances de sensibilisation sur la thématique « Coexistence pacifique entre PDI et hôte, pour une prévention des conflits »** avec la participation de **47 hommes et 79 femmes** PDI et population hôte confondue.

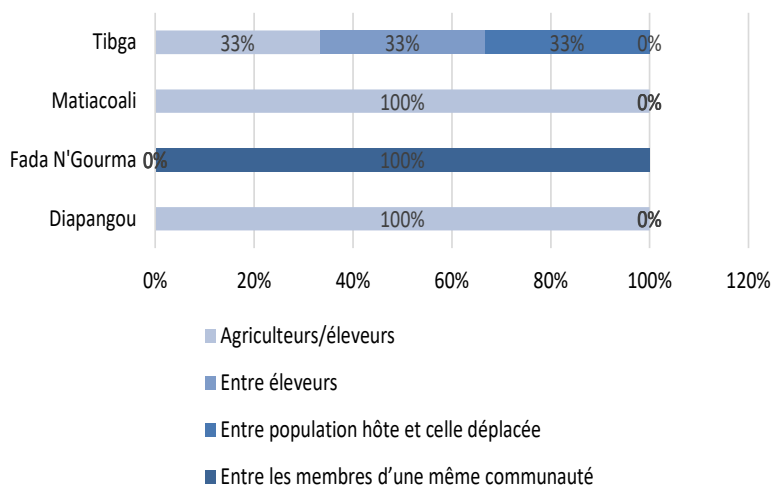
Au regard des dynamiques en cours, une analyse des conflits dans les zones d'intervention serait utile pour adapter la réponse, améliorer la perception des communautés sur les conflits et faciliter l'implication des acteurs locaux et institutionnels dans le processus de gestion.

Personnes à besoins spécifique (PBS)

Au cours de ce mois, les catégories de personnes à besoin spécifiques qui ont attiré l'attention au cours du monitoring de protection sont les enfants, les personnes âgées et les femmes cheffes de ménages.

Les enfants de la tranche d'âge de 5 à 15 ans ont présenté une situation sanitaire assez dégradée liée à la Malaria et la pneumonie qui sévissent durant la saison des pluies. Cette situation serait due à une insuffisance d'hygiène, de matériel de protection comme les couvertures, les moustiquaires, les abris adéquats ainsi qu'à l'insuffisance d'assainissement. De même, la gratuité des soins n'est pas totalement effective dans certains centres de santé à cause de l'épuisement récurrent du stock des produits pharmaceutiques. Le manque de moyens financiers qui touche les ménages de

Conflits communautaires



déplacés internes mais aussi des communautés hôtes réduit les possibilités de faire face aux dépenses en santé.

Selon les propos des participants, lors des séances de monitoring communautaires, les personnes âgées sont confrontées à trois situations : d'abord l'organisme affaibli par le poids de l'âge qui les rend plus vulnérables face aux maladies, avec une faible capacité de résistance ; ensuite elles sont souvent délaissées seules dans les maisons, sans assistance lorsque les autres vaquent aux activités champêtres. Avoir à manger, disposer d'eau pour se laver, faire la lessive deviennent du coup des tâches difficiles. Enfin, elles expriment un besoin d'aller dans les lieux publics tels que les marchés, les lieux de culte, les assemblées de prise de décision commune, mais elles sont limitées par l'incapacité de se déplacer.

Quant aux femmes cheffes de ménages sans revenu avec à leur charge des membres de la famille, le monitoring de protection révèle que certaines parmi elles sont sans nouvelles de leurs époux, ceux-ci les ont quittées pour des localités inconnues à cause de la recrudescence de la violence. Ces femmes cheffes de ménage font des activités telles que la vaisselle, le ménage dans les familles et dans les restaurants. Elles seraient exposées à des propositions de services sexuels, à des menaces face au manque de volonté de certaines personnes de s'acquitter des frais des services qu'elles leur rendent. **Au cours de ce mois, 05 des femmes de ménages ont bénéficié d'une assistance en cash** de 30 000 FCFA chacune afin d'acquérir des vivres, des articles d'hygiène et d'autres pour honorer des frais d'ordonnance.

Le manque de moyens financier, de documents d'état civils, perdu au cours du déplacement, rendent difficile l'accès aux services sociaux. Dans la province du Gourma, les PDI manquant des documents civils comme la carte d'identité nationale seraient estimées à plus de 3000 dans les différentes communes. Dans les zones d'accueil, il faut retenir que l'alimentation, les abris, l'accès à l'eau et à la terre pour les activités agricoles demeurent les besoins prioritaires. Aussi, il faut ajouter que les PDI évoquent d'entreprendre des activités génératrices de revenu afin d'éviter une totale dépendance à l'assistance humanitaire.

LTP dans la zone de déplacement et de retour

L'accès aux terres, aux logements sont en particulier une source de tensions entre population hôte elle-même et entre personnes déplacées internes et population hôte. Le partage des terres, entre membres d'une famille génère des conflits. Cette situation serait la même entre agriculteurs et éleveurs en cette période hivernale. Pour accéder à une portion de terre, les PDI procèdent par location à un coût variant entre 15000F et 25000 Francs selon la localité. Quant aux logements, l'accès est possible par 3 moyens. Il y a **la maison d'accueil, les abris mis en place par les acteurs humanitaires et la location**. La maison d'accueil, privilégiée dans la région comme stratégie d'accueil, consistant à accueillir les PDI dans les ménages hôtes, tout en évitant la formation des camps est de plus en plus réduite à cause de la croissance quotidienne du nombre de PDI. La saturation est une réalité constatée. **8 à 10 personnes** partageraient une maison de **10 tôles** malgré la différence d'âge. Cette promiscuité, en plus des problèmes d'hygiène qu'elle pose, accroît les risques de VBG sur les filles et les femmes.

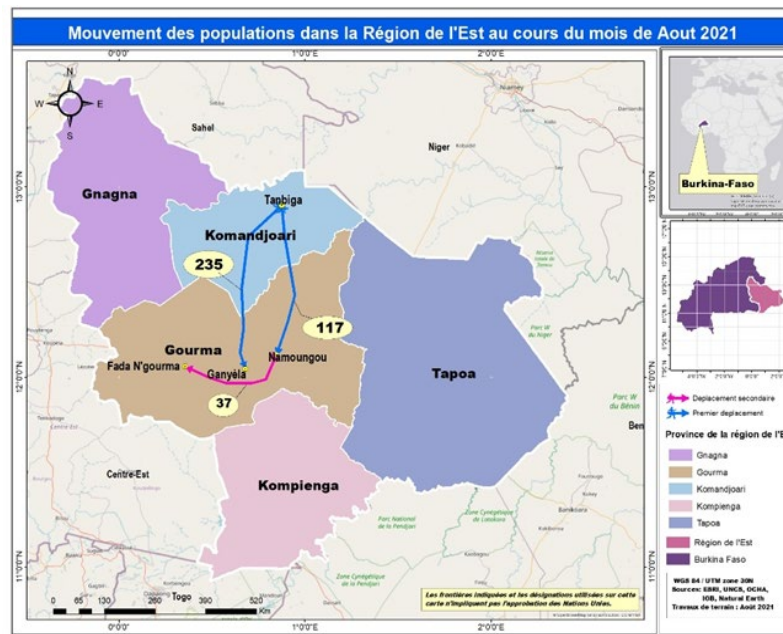
Pour ce qui est de la location, certaines PDI venues avec quelques maigres ressources ont pu se loger mais avec le temps, elles sont actuellement confrontées à des difficultés pour honorer les frais de loyer dont le coût moyen s'élèverait à **5 000 F dans les zones rurales et 17500 CFA** dans les milieux urbains.

Les acteurs humanitaires mettent en place des abris d'urgence au profit des personnes déplacées. Mais force est de constater une disproportion avec le besoin en croissance constante et une lenteur dans le processus de mise en œuvre de ces abris.

Mouvement de population

Les exactions perpétrées par les groupes armés non étatiques ont occasionné **3** déplacements forcés de populations dans la province du Gourma. En effet, suite à un ultimatum de 72 heures donné à la population de Tambiga, plus **de 67 ménages** se sont déplacés :

- **2 déplacements** de type premier ont été observés dont 1 vers Ganyéla qui concerne **35 ménages avec 35 hommes, 65 femmes, 82 filles, 53 garçons.**
- **1 déplacement** vers **Namoungou** qui a concerné **25 hommes, 35 femmes et 57 enfants.**



Un **(1)** déplacement secondaire a été enregistré de Namoungou vers Fada avec **7 hommes, 16 femmes et 15 enfants.** La région de l'Est, à ce jour, enregistre plus de **113 867 PDI** selon le rapport du Conseil National pour l'Urgence et la Réhabilitation (CONASUR) à la date du 31/08/2021, soit 68 508 dans le Gourma, 17 868 dans la Komondjari, 12 390 dans la Kompienga, 8 753 dans la Gnagna et 6 348 PDI dans la Tapoa.

Solutions durables

L'intention de retour dans les zones de départ est manifestée par une majorité, soit 60% de 54 personnes interrogées dont 33 femmes, 06 hommes, 8 filles et 7 garçons, pendant que la minorité, 40%, pense à une intégration comme solution durable. Le désir de retour pour certains est nourri par les tensions qui existeraient entre population hôte et PDI, le manque de terres pour l'exploitation agricole, le manque de moyens pour engager des activités génératrices de revenus. Mais cette volonté de retour est compromise par des obstacles tels que l'insécurité généralisée, la présence des hommes armés non identifiés dans les zones de départ, l'accaparement des terres, l'absence d'acteurs de sécurité dans les zones de départ et la destruction des habitats.

Quant à ceux qui pensent à l'intégration dans la communauté d'accueil, ils évoquent comme raison l'incapacité de l'Etat à restaurer la sécurité dans les zones qui sont sous l'emprise des GANE dans un bref délai, la restitution des terres par les GANE, mais aussi l'absence d'acteurs d'assistance humanitaire dans les zones de départ.

Analyse contextuelle, défis et perspectives par commune

Province s	Communes	Contextes et défis	Perspectives
Gourma	Fada	La commune de Fada subit l'activisme des groupes armés non étatiques à travers les exactions sur les populations, particulièrement dans les villages de Namoungou, Ganyéla, Kpencangou et Tambiga. Le 02/08/2021 deux hommes d'environ 27 et 32 ans, au cours d'un déplacement entre Fada et Namoungou ont été interceptés et assassinés par un GANE. Le 07/08/2021, 03 hommes sur le même axe ont été arrêtés et assassinés. La population du village de Tambiga à la date du 18/08/2021 a reçu un ultimatum de 72 H pour quitter les champs sous peine de représailles. Cet ultimatum a suscité un déplacement préventif de 97 ménages vers les villages de Namoungou, Ganyéla et Fada. Le 19/08/2021 des marchands à bétail de retour du marché de Fada ont été interceptés par un GANE sur l'axe Fada-Namoungou, 10 personnes dont 02 adolescents ont été enlevés. Plus tard à Kpencangou, un chef de ménage a été ciblé et assassiné dans son domicile.	Renforcer d'avantage la protection des personnes et leurs biens dans la commune de Fada par une présence effective des FDS et des patrouilles dans les localités qui ne disposent pas d'acteur de sécurité.
	Matiacoali	On note une forte présence de GANE dans cette commune. Des violations ont été commises dans les villages de Ubirinu et Boulgou. Le 15/08/201, un paysan a été victime d'un vol de bétail d'environ 60 têtes de grands ruminants par un GANE. Dans la nuit du 27/08/2021, un VDP dans son domicile a été pris par un GANE, après avoir menacé la famille, ce dernier a été assassiné par le GANE avec sa propre arme.	Renforcer d'avantage la protection des personnes et leurs biens dans la commune de Fada par une présence effective des FDS et des patrouilles dans les localités qui ne disposent pas d'acteur de sécurité.
	Yamba	Cette localité a connu un incident de protection le 15/08/2021. Une jeune élève de 15 ans a été enlevée par un jeune homme de la communauté. Cette pratique serait courante dans la communauté et nécessite une veille constante des comités de protection ainsi que des points focaux.	Renforcer les sensibilisations sur la prévention des VBG et la déscolarisation des jeunes filles. Alerter les comités de protection et les points focaux ainsi que les comités de prévention et de gestion des conflits pour une veille régulière en vue de la détection et dénonciation des cas éventuels.
Komondjari	Gayéri	Le 09/08/2021, un affrontement entre GANE et FDS a eu lieu à Tankoualou sans perte en vies humaines. Mais plus tard le 15/08/2021, un VDP et son enfant partageant la même chambre ont tous été assassinés par des membres d'un GANE qui ont fait irruption dans	Renforcer d'avantage la protection des personnes et leurs biens dans la commune de Fada par une présence

		le village et ciblé la famille. Les corps sans vie, criblés de balles ont été retrouvés à Moaligou.	effective des FDS et des patrouilles dans les localités qui ne disposent pas d'acteur de sécurité
	Foutouri	Le 20/08/2021, un otage des mois précédents a été exécuté près de son village d'origine. Le lendemain 21/08/2021, un GANE a fait irruption dans le village de Tiargou et procéder au vol d'un bétail de 78 chèvres et 56 bœufs appartenant à deux chefs de ménage de la communauté.	Renforcer d'avantage la protection des personnes et leurs biens dans la commune de Fada par une présence effective des FDS et des patrouilles dans les localités qui ne disposent pas d'acteur de sécurité

Activités menées

VBG/PSS :

- 11 causeries éducatives avec 79 hommes, 228 femmes, assistance Psycho-sociale à 101 femmes, Séances d'écoute de 53 personnes,
- Ouverture de 15 dossiers de gestion de cas VBG,
- Assistance cash à 11 survivantes de VBG,
- Référencement de 02 cas à PLAN BURKINA et Action Sociale Gourma

PBS :

- Assistance en cash (30 000 CFA) à 2 personnes vulnérables.

Cohésion sociale et LTP/Comités de paix :

- Mise en place de 04 féminins de paix,
- Réalisation de 04 sensibilisations sur le vivre ensemble entre PDI et hôte. 126 personnes touchées dont 47 hommes et 79 femmes.

Monitoring de protection :

- Collecte de 13 incidents,
- Partage de 04 alertes Flash,
- Réalisation de 08 focus groups de monitoring communautaire,
- Collecte de données P21 avec 20 informateurs clés.

Assistances cash :

Au cours de ce mois, l'assistance cash a été réalisée au profit de 11 survivants de VBG selon le plan d'action individuel de chacune. Ces survivantes, bien qu'ayant reçu un cash, ont participé chacune à l'élaboration de leur plan d'action.

Recommandations

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Etat d'implémentation	Niveau d'urgence
Monitoring de Protection	- Produire et livrer au moins 3000 CNIB à 3000 PDIs dans la province du Gourma.	Cluster protection	Non réalisé	

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Etat d'implémentation	Niveau d'urgence
	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à la construction de 200 abris dans la province (Diapaga, Kantchari, Pama) au profit de 200 ménages - Apporter des soins de santé aux PDI qui ne bénéficient pas de soins à cause du manque de moyen dans la région - Doter les ménages de moustiquaires - Sécurisation des personnes et leur bien dans les zones ciblées par les GANE. 	<p>ABRIS/AME</p> <p>Cluster Santé</p>		Urgent, réalisation des évaluations rapides de protection ou des MSA dans les localités citées.
SGBV	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser sur les droits des femmes et la dénonciation des cas de VBG à Yamba, Tibga, Pama, Nadiagou, Fada et Matiacoali - Mise en place d'AGR afin de réduire la vulnérabilité des femmes à Fada, Diapangou, surtout les anciens bénéficiaires de l'assistance alimentaire 	Cluster VBG UNFPA	En cours de réalisation (INTERSOS, OCADES, PLAN, LWR)	Urgent, Évaluer les gaps dans les différentes localités
Protection de l'enfance	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des écoles passerelles pour la réinsertion des élèves PDIs et facilitation de la scolarisation par l'octroi des bourses. - Mise en œuvre des programmes d'insertion socio-professionnelle des jeunes afin de réduire le risque d'être enrôlé par les GANE. 	Cluster Education	Non réalisé	Urgent, une évaluation est nécessaire pour identifier les cas pour assistance.
Cohabitation pacifique/LTP	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre des activités de coexistence (causeries éducatives,) - Renforcement des mécanismes communautaires de prévention des conflits. - Réaliser des analyses de conflits des zones d'intervention 	Cluster protection	En cours de réalisation par INTERSOS	Besoin de multiplier les actions dans cette thématique.

Annexes

Mouvements de populations

Statuts	Lieux de provenance	Lieux de déplacement	Motifs/Causes de déplacement	Nombre de ménages
Commune de FADA				
Personnes déplacées internes (PDI)	Tambiga	Ganyéla, Namoungou, Fada	Ultimatum reçu d'un GANE	57

Données statistiques

#Violations par Communes						
	Atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne	Atteintes aux droits des enfants	Droit à la propriété	Droit à la vie	Total	
Fada N'gourma	3			3	6	43%
Foutouri			1	1	2	14%
Gayéri				2	2	14%
Matiacoali			1	1	2	14%
Tansarga	1				1	7%
Yamba		1			1	7%
Total	4	1	2	7	14	

# Violations par auteurs						
	Atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne	Atteintes aux droits des enfants	Droit à la propriété	Droit à la vie	Total	
GANE	4		2	7	13	93%
Membres de la communauté		1			1	7%
Total	4	1	2	7	14	

#Catégorie des victimes

	Atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne	Atteintes aux droits des enfants	Droit à la propriété	Droit a la vie	Total	
Hommes 0-17 ans	81	1	0	1	83	20%
Hommes 18 - 59 ans	81	0	3	10	94	22%
Hommes 60 ans et pl	0	0	0	0	0	0%
Femmes 0 - 17 ans	127	0	0	0	127	30%
Femmes 18 - 59 ans	116	0	0	0	116	28%
Femmes 60 ans et pl	0	0	0	0	0	0%
Total	405	1	3	11	420	

Tableaux croisés

Les matrices ci-dessous doivent être lues verticalement.

	GANÉ	Membres de la communauté
Atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne	100%	0%
Atteintes aux droits des enfants	0%	100%
Droit à la propriété	100%	0%
Droit a la vie	100%	0%

	Fada Ngourma	Foutouri	Gayéri	Matiacoali	Tansarga	Yamba
Atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne	75%	0%	0%	0%	25%	0%
Atteintes aux droits des enfants	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Droit à la propriété	0%	50%	0%	50%	0%	0%
Droit a la vie	43%	14%	29%	14%	0%	0%